

# Et nunc, reges, intelligite, erudimini, qui judicatis terram!



Philippe NASZÁLYI  
Directeur de la rédaction  
et de la publication

âgées que la moyenne » qui s'inscrivent dans ces matières à l'université et qui deviennent « *le plus souvent (des) employés* » ou sont « *en statut précaire* » ou « *travailleurs sociaux* »<sup>3</sup>.

« *La pseudo démocratisation de l'université est en fait un massacre organisé* » comme le souligne si justement Grégoire Bigot<sup>4</sup>.

On dénombre :

- 67 197 étudiants en psychologie ;
  - 53 874 étudiants en histoire ;
  - 52 709 étudiants en science de l'informatique et de la communication ;
  - 28 053 étudiants en sociologie ;
  - 5 923 étudiants en archéologie, ethnologie et préhistoire.
- Pour ne retenir que ces disciplines universitaires.<sup>5</sup>

Cette entrée en masse en premier cycle est encore accentuée par la multiplication des baccalauréats technologiques ou professionnels comme le montre bien Alain Chenu<sup>6</sup>, nécessitée par la volonté politique du « *grand bond en avant* » qui doit amener dans « *l'avenir radieux* », 80 % de classes d'âge au Baccalauréat. Comme le souligne l'analyse d'Odile Piriou pour ces étudiants de sociologie appelés de ses vœux par ce Ministre d'alors, il y a bien des difficultés, contrairement aux autres disciplines, à trouver un modèle professionnel autre que le « *sociologue académique de l'Université ou du CNRS* »<sup>7</sup>. Or, et c'est une évidence, malgré l'augmentation importante des enseignants du supérieur en cette matière, les débouchés professionnels manquent cruellement !

La professionnalisation matérialisée naguère par la création des DESS (Bac + 5) n'a pas plus été une réussite, hormis

« **P**endant qu'ils font de la sociologie, ils ne sont pas au chômage! » me répondait avec conviction, en mars 2003, un ministre du gouvernement français qui me recevait dans sa mairie.

Effectivement, comme le montrent les études des chercheurs en sociologie, ce sont les « *populations d'origine moyenne ou populaire* »<sup>2</sup> dont « *le capital scolaire est assez faible* » et qui en général « *sont plus*

bien entendu les matières déjà essentiellement professionnelles, comme le souligne encore Charles Soulié à la suite de Pierre Bourdieu. Un diplôme « *en dehors du marché académique*<sup>8</sup> » ne vaut « *en grande partie (que) ce que vaut déjà socialement mais aussi professionnellement son porteur* »<sup>9</sup>. A ouvrir largement, sans sélection, à des enfants de milieux défavorisés, en raison de leurs origines sociales et scolaires, des premiers cycles universitaires, est une stupidité doublée d'un crime social et économique. « *Comme la sociologie, la psychologie ou les langues* »<sup>10</sup>, il est tout aussi criminel, depuis 2002, d'avoir laissé filer la création des masters professionnels (successeurs des DESS) dans ces disciplines

1. Littéralement : « *Maintenant, rois, comprenez; instruisez-vous, juges de la terre* » Cette citation du Psaume (Ps., II, 10) est utilisée comme une antienne et avec la traduction suivante qui nous semble mieux appropriée à cet article : « *Entendez, ô grands de la terre; instruisez-vous, arbitres du monde* » par Jacques Bénigne Bossuet, évêque de Meaux, lors de l'Oraison funèbre d'Henriette-Marie de France, reine d'Angleterre et veuve du roi décapité Charles Ier Stuart, le 16 novembre 1669 au Couvent de la Visitation-Sainte-Marie-de-Chailloit. Nous citons ici l'introduction de ce morceau particulièrement brillant de l'éloquence jusqu'à l'introduction par son auteur, du verset du Psaume II « *Celui qui règne dans les cieux et de qui relèvent tous les empires, à qui seul appartient la gloire, la majesté et l'indépendance, est aussi le seul qui se glorifie de faire la loi aux rois et de leur donner, quand il lui plaît, de grandes et terribles leçons. Soit qu'il élève les trônes, soit qu'il les abaisse, soit qu'il communique sa puissance aux princes, soit qu'il la retire à lui-même et ne leur laisse que leur propre faiblesse, il leur apprend leurs devoirs d'une manière souveraine et digne de lui. Car en leur donnant sa puissance, il leur commande d'en user comme il fait lui-même pour le bien du monde; et il leur fait voir, en la retirant, que toute leur majesté est empruntée, et que, pour être assis sur le trône, ils n'en sont pas moins sous sa main et sous son autorité suprême. C'est ainsi qu'il instruit les princes, non seulement par des discours et par des paroles, mais encore par des effets et par des exemples.* Et nunc, reges, intelligite, erudimini, qui judicatis terram. »

2. Charles Soulié : « *Mais que deviennent nos étudiants? Une enquête sur le devenir professionnel des étudiants en sociologie?* », *La lettre de l'ASES*, n° 29, octobre 2000, page 1.

3. Charles Soulié, *ibid.*, « *Un tiers seulement a eu son Baccalauréat à l'heure et très peu ont eu une mention* » et l'on notera que « *la majorité des étudiants de Licence ont dépassé l'âge normal à ce niveau d'études, soit 21 ans* ».

4. Grégoire Bigot, « *Massacre organisé à l'université* », *Le Monde* du 6 avril 2006. Grégoire Bigot est professeur des Universités, Doyen de la Faculté de Droit de Nantes, laboratoire : « *Droit et changement social* » (UMR CNRS 6028).

5. Calcul effectué à partir des statistiques du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche, à partir des données fournies par université... pour l'année 2004-2005, dernières données accessibles.

6. Alain Chenu : « *La non professionnalisation de la sociologie française: les sociologues, l'université de masse et la montée de l'emploi* » Commission au 14<sup>e</sup> congrès mondial de sociologie, Montréal, 1998, page 18.

7. Odile Piriou : « *La sociologie des sociologues* », ENS Editions, Paris 1999 et « *Le métier des sociologues* », in *liens socio*, le portail français des sciences sociales, [www.liens-socio.org](http://www.liens-socio.org).

8. Grégoire Bigot, *op. cit.*

9. Cf. Pierre Bourdieu, « *La Distinction, critique sociale du changement* » éditions de Minuit, 672 pages, Paris 1979, page 151,

10. Charles Soulié : « *Les étudiants en sociologie d'aujourd'hui: matériaux pour une histoire disciplinaire* », *La lettre de l'ASES*, n° 30, décembre 2001.

dont les débouchés ne devraient, au moins pour la sociologie à ce niveau, n'être que l'enseignement supérieur ou la Recherche!

## « La société du risque »

En dénaturant la réforme du LMD<sup>11</sup>, depuis 2002 par corporatisme, imprévoyance ou lâcheté, les ministres de l'Éducation Nationale français, à commencer par le séduisant « dîneur en ville » devenu coqueluche des « Hauts Plateaux »<sup>12</sup> ces médias à la mode dont certaines chaînes de télévision prétendent d'information, ont amené la jeunesse estudiantine là où elle en est.

« Seule la France est capable d'un tel génie pervers et finalement destructeur de l'idée même d'enseignement public »<sup>13</sup>.

Il ne faut donc pas s'étonner que ces jeunes désabusés « qui se pensent plus rarement qu'autrefois comme de futurs intellectuels »<sup>14</sup> brûlent les écoles qui les ont laissés sans diplôme (150 000 selon le Ministère) ou dégradent les universités qui ne les conduisent qu'à la précarité et à l'exploitation.

Il faut être bien incompetent ou obstinément inconscient, comme naguère Jules de Polignac<sup>15</sup>, pour proposer à des étudiants de sociologie, de lettres ou de sciences humaines, dont les débouchés sont à 80 % dans le secteur public ou para-public, des contrats de travail uniquement destinés aux entreprises privées.

Il faut aussi avoir une véritable méconnaissance de ce qu'est une entreprise et de ce que sont les orientations politiques, « traditionnellement à gauche, des étudiants comme des enseignants de ces disciplines »<sup>16</sup> pour mettre ainsi en porte-à-faux les chefs d'entreprise à commencer par ceux des TPE et des PME. « Les patrons vont payer très cher un soutien mesuré d'un contrat devant lequel ils ont été mis devant le fait accompli » s'insurge Sophie de Menthon<sup>17</sup>.

Qu'il est doux d'entendre encore, les doctes fonctionnaires devenus des hommes politiques fustiger ces jeunes « qui ne savent plus prendre de risque ». Si nous sommes bien entrés dans la « société du risque »<sup>18</sup> au sens d'Ulrich Beck, c'est-à-dire celle où « la production sociale de richesses est systématiquement corrélée à la production sociale des risques », nous sommes entrés dans une « paupérisation nouvelle »<sup>19</sup>.

C'est l'attitude face au risque, c'est-à-dire la manière de le répartir, de le gérer ou de l'éviter qui détermine aujourd'hui les processus économiques mais surtout politiques et sociaux. Si la « stratégie du hérisson » « toutes épines dehors » ne produit pas l'effet escompté, comme le souligne Didier Heiderich, « les multinationales, les pouvoirs financiers et politiques (qui) n'ont d'autres volontés que de protéger le statu quo » doivent alors mettre en place une manœuvre d'évitement en « transférant les risques vers le bas de la hiérarchie sociale »<sup>20</sup>.

Cette dimension sociale qui reprend des termes connus explique semble-t-il mieux cette crispation qui est apparue dans la société française lors de « la crise du CPE » qualifiée à juste titre de « mesurette » par la Présidente d'ETHIC qui prône que « Pour chaque filière l'ANPE ou le patronat pourrait évaluer les débouchés afin d'avertir les jeunes, attention, à la fin d'un cursus de sociologie, vous avez une chance sur mille de trouver un boulot »<sup>21</sup>. Voilà donc réconciliés, chercheurs en sociologie et patrons, voilà surtout fustigée « la politique du chien crevé au fil de l'eau » selon l'excellente expression du Président de la Sorbonne pour qualifier la politique éducative des gouvernements successifs<sup>22</sup>.

## Le « bougisme »

La pire des hypocrisies est bien alors de s'étonner qu'une jeunesse aussi fourvoyée par la seule volonté des gouvernements puisse trouver raisonnablement un emploi.

Non seulement 150 000 jeunes, selon les sources ministérielles, sortent-ils du système scolaire sans diplôme, mais ceux qui, après un parcours du combattant « reviennent en gueules cassées », pour une majorité d'entre eux<sup>23</sup> et reviennent avec un diplôme universitaire, après 5 ou 8 années de cursus (selon les redoublements) ne trouvent évidemment pas de travail à la mesure de leur formation et de leur niveau de connaissance.

Dire que ce contrat de travail, le CPE, n'était destiné qu'à ceux qui, sans formation, restent au bord du chemin, c'est oublier bien vite la loi de Gresham qui énonce que : « la

11. LMD : Licence (bac + 3), Master (bac + 5), Doctorat (bac +8).

12. « Les Hauts Plateaux », pièce de Patrick Tudoret ; Théâtre rive gauche, Paris. (31 mars- 4 mai 2006)

13. Grégoire Bigot, *Le Monde*, 6 avril 2006, op. cit.

14. Charles Soulié (2001) op. cit.

15. Jules prince de Polignac (1780-1847), Premier Ministre français du 8 août 1829 au 30 juillet 1830. « Droit dans ses bottes » et après avoir reçu l'assurance donnée par le préfet de police que « Paris ne bougerait pas », qu'il convainc le vieux roi Charles X qu'il faut passer en force : ce sont les quatre Ordonnances de Saint-Cloud, du 26 juillet 1830. La révolution des « Trois glorieuses » (28,29,30 juillet 1830) qui s'ensuit, signe alors sa chute et celle des Bourbons et de la monarchie légitime en France.

16. Charles Soulié (1999) op. cit.

17. Sophie de Menthon, présidente d'ETHIC (Entreprises à Taille Humaine Indépendante et de Croissance) citée par *La Lettre du cercle des libéraux*, 30 mars 2006.

18. Ulrich Beck : « *Risikogesellschaft. auf dem Weg in eine andere Moderne*; Frankfurt am mein, Suhrkampverlag, 1986 ; « *La société du risque, sur la voie d'une autre modernité* », traduit de l'allemand par Laure Bernardi, 519 pages, Paris, Aubier, 2001.

19. U. Beck. op. cit, page 36.

20. Didier Heiderich, Président de l'observatoire international des crises (OIC) « *Internet et le management de l'imprévisible* », *Visionary, Marketing. com*, novembre 2003, page 4.

21. Sophie de Menthon, « *Après le CPE, le cauchemar...* » entretien avec Marianne Rey, *L'entreprise. com*, 12 avril 2006.

22. Jean-Robert Pitte, Président de l'Université de Paris Sorbonne (Paris IV), *Face à la Presse*, Public-Sénat, 19 avril 2006.

23. Grégoire Bigot, op. cit.

*mauvaise monnaie chasse la bonne* », et que par extension cela s'applique évidemment aussi, aux mauvais contrats de travail !

Le chômage des hommes peu qualifiés est passé de 5,4 % en 1981 à 13 % en 2002, celui des « qualifiés », c'est-à-dire diplômés du supérieur de 3 % en 1981 à 5,4 %<sup>24</sup>.

Il en est de la responsabilité de la classe dirigeante qui s'était engagée dans la stratégie de Lisbonne à doter « *l'Europe d'ici 2010 de l'économie, de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique (en se donnant comme objectif de rattraper puis de dépasser les Etats-Unis) capable d'une croissance durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi, d'une plus grande cohésion sociale, dans le respect de l'environnement* »<sup>25</sup>.

Plutôt que de réformer l'enseignement supérieur, « *l'Etat républicain qui ne fonctionne plus comme une puissance d'impulsion, un point névralgique producteur d'initiatives* »<sup>26</sup> préfère agiter les peurs ou les réprobations pour justifier ce que l'on nomme, dans le politiquement correct, le « changement » qu'Eric Delbecque appelle avec justesse « *le bougisme*<sup>27</sup> confondu avec le véritable changement ».

C'est bien de cela qu'il s'agit en effet et deux études économiques au moins ont relativisé les chiffres atterrants qu'à l'envie, le mode politico médiatique relaie, en sachant parfois qu'ils sont tronqués.

## « **Le vertueux mensonge !** »

Dans leur analyse, les effets des délocalisations sur l'emploi en France, G. Daudin et S. Levasseur l'écrivent sans ambages : « *les données utilisées dans ce débat public pour appréhender les conséquences des délocalisations sont trop souvent de faible qualité* ». C'est un euphémisme et l'on ne peut qu'inviter nos lecteurs à se reporter à cette étude de près de 30 pages qui apporte un éclairage excellent : « *le gouvernement actuel utilise aussi ce type d'argument pour justifier les réformes structurelles du marché du travail* » écrivent les deux jeunes analystes de l'OFCE avant de rappeler que « *les salaires plus faibles ne sont pas la source exclusive de la croissance des importations* » et que « *le dumping monétaire* » est loin d'être indifférent dans les rapports déséquilibrés avec des pays émergents comme la Chine<sup>28</sup> comme nous l'écrivions déjà en 1998. Il est dommage qu'une fois encore, ce soit le Président des Etats-Unis<sup>29</sup> qui l'ait compris tandis que le Président de la Banque Centrale Européenne s'enferme dans le monétarisme le plus dévastateur<sup>30</sup>. Plusieurs économistes ont, par ailleurs, apporté des nuances aux chiffres admis sans discussion par l'ensemble de la classe politique et médiatique et qui figurent dans l'exposé des motifs de la proposition de loi sur l'accès des jeunes à la vie active

en entreprise<sup>31</sup> qui est devenue loi et remplace le mort-né CPE.

C'est ce que Philippe Monti appelle un « *vertueux mensonge* »<sup>32</sup>.

En effet, si 23 à 24 % des jeunes Français de 15 à 24 ans se trouvent être demandeurs d'emplois, il s'agit, bien entendu, de tous ceux qui ne sont pas scolarisés. En effet, si l'on rapporte comme pour toutes les autres catégories, le nombre de jeunes chômeurs (609 000) à la totalité de leur classe d'âge (7 833 709) on découvre alors, et c'est plutôt rassurant, que seuls 7,8 % des jeunes Français de 15 à 24 ans, sont au chômage, soit moins que la moyenne européenne (qui est de 8,2 %).

C'est ce que déclarent un peu dans le désert, à partir d'une étude du CEREQ, à la fois, le professeur Jacques Marseille<sup>33</sup>, trois économistes d'une autre « Ecole »<sup>34</sup> ou le professeur Olivier Favereau qui ajoute d'ailleurs que les jeunes ont une « *durée de chômage* » significativement plus faible que celle de toutes les autres classes d'âge : trois mois de 20 à 24 ans, contre dix mois de 40 à 44 ans... c'est-à-dire que les jeunes « *sont plus employables* » que les plus âgés<sup>35</sup>.

Il est donc réconfortant que les chercheurs et les universitaires soient d'accord sur les données réelles, même si l'on peut considérer, comme on l'a vu plus haut, que les jeunes Français sont plus longtemps scolarisés que les Européens.

24. Chiffres cités par Guillaume Daudin et Sandrine Levasseur : « *Délocalisations et concurrence des pays émergents : mesurer l'effet sur l'emploi en France* », *Revue de l'OFCE*, 94, juillet 2005, page 132.

25. Cité dans le rapport du conseil d'analyse économique (CAE) présidé par Dominique de Villepin, Premier Ministre, établi par Philippe Aghion, Elie Cohen et Jean Pisani-Ferry, La documentation française, 2006, page 80.

26. Eric Delbecque, *L'Europe puissance ou le rêve français, chronique de la guerre des mondes*; Edition des Syrtes, Paris, 2006, page 101.

27. Eric Delbecque, *op. cit.* page 106.

28. Philippe Naszályi : « *les sociétés à parapluies chinoises ou quelques commentaires sur l'investissement en Chine* », conférence prononcée lors de la XI<sup>e</sup> journée du français des Affaires, secrétariat d'Etat à l'Industrie, ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, Paris, 26 novembre 1998.

29. Visite du Président Hu Jintao aux Etats-Unis qui a réaffirmé « *son engagement à poursuivre l'appréciation du Yuan* ». *Le Monde*, 22 avril 2006.

30. « *Préserver et maintenir la stabilité des prix, c'est préserver la confiance!!* ». « *notre responsabilité première est la stabilité des prix, comme nous le demande le traité [de Maastricht, N.D.L.R.] parce que c'est une condition nécessaire d'une croissance durable* ». Jean-Claude Trichet, entretien accordé à *Die Welt*, *La Stampa*, et *Libération*, 26 novembre 2005.

31. Proposition de loi n° 3013 « sur l'accès à la vie active en entreprise » présentée par MM. Bernard Acoyer, Jean-Michel Dubernard et Laurent Henart : Assemblée Nationale, 10 avril 2006, « Exposé des motifs ».

32. Philippe Monti : *Chômage des jeunes : des médias qui font mentir les chiffres*, ACRIMED, observatoire des Médias, 10-15 avril 2006.

33. Jacques Marseille, Professeur des universités en Histoire, Université de Paris I Panthéon.

34. Florence Audier, Laurence Lize et Christophe Rameaux, Laboratoire de recherche MATISSE CES, CNRS UMR8174, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne « *Noirs refrains sur la jeunesse* », *Libération*, 23 mars 2006.

35. Olivier Favereau, professeur des universités en économie, Université Paris X Nanterre, « *Le CPE : le vaccin qui tue* », *Le Monde*, 31 mars 2006.

## **Et nunc, reges, intelligite...**

Toutefois, la « méconnaissance de la réalité statistique ne peut que surprendre de la part de dirigeants supposés instruits ou correctement conseillés »<sup>36</sup> sauf si l'on considère que les hommes politiques, on n'ose plus les appeler « hommes d'Etat », « ces professionnels hyper spécialisés dans les jeux de pouvoir » selon la bonne formule de Jacques Marseille<sup>37</sup>, négligent la vérité des faits économiques tant cette culture est fort éloignée de leurs préoccupations réelles.

Quant aux journalistes, même pour ceux que l'on répute sérieux, est-ce paresse ou manquements fondamentaux à l'éthique élémentaire qui les fait reproduire sans vérification des approximations éminemment dangereuses pour leurs lecteurs ou les auditeurs? De nombreux observatoires des Médias ont une fois de plus pointé avec justesse ce manquement de la presse française, « ces faiseurs d'opinion » beaucoup trop liés aux « dîners en ville » pour ne pas parler de cohabitations plus intimes!

Quoi qu'il arrive, le véritable perdant est une fois encore l'économie française et l'image de l'entreprise. Le « constat est rude; les étudiants français les plus brillants n'ont pas envie d'être entrepreneurs, les investisseurs étrangers aiment moins la France, les entrepreneurs français sont convaincus que le « climat » est plus agréable à Genève ou à Bruxelles... Quant aux hommes publics, responsables syndicaux ou encore membres du corps professoral, peu parmi eux considèrent l'entreprise comme suffisamment noble pour y consacrer plus d'intérêt que cela » souligne Frédéric Bedin, Directeur Général du Public System et membre du Comité Directeur de Croissance Plus<sup>38</sup>, faisant aussi écho à Sophie de Menthon qui, à la sortie de la crise du CPE se désole que le « dramatique fossé entre l'enseignement qui justement pose problème vient de se creuser un peu plus? Ce n'est pas le corps professoral qui va souffler l'esprit d'entreprendre<sup>39</sup>.

Rapprocher l'entreprise et l'université, voilà bien l'enjeu de ce que l'on avait appelé la loi Devaquet<sup>40</sup> et son échec à l'automne 1986 à la suite de manifestations comparables à celles de ces dernières semaines. De là est ancré dans l'esprit de certains et relayé par la presse anglo-américaine ou chez certains Européens que la France est devenue irréformable. Ce que reprennent à l'envie pour le culpabiliser, nombre de « personnalités » qui estiment, à tort, que le « pauvre vieux pays » est ingérable ou que l'Education Nationale est un vestige stalinien.

## **...erudimini, qui judicatis terram!**

Il y a toujours des contempteurs de leur propre pays. Ce furent les Bourguignons qui voulaient que la couronne passât aux « Anglois » et que défit Jeanne d'Arc. Ce furent des Catholiques qui autour des Guise souhaitèrent la victoire de

l'Espagne contre la dynastie des Valois puis celle des Bourbons. Ce furent, plus près de nous des « collaborateurs » qui souhaitèrent la victoire des Nazis contre le pays du Front populaire. Tout comme nos contemporains, ils pensent représenter le réalisme, le sens inéluctable de l'histoire ou celui de la construction d'une Europe idéale contre les tendances rétrogrades des peuples.

Ils oublient qu'un pays qui à l'heure actuelle et à lui tout seul, fournit les excédents démographiques des 24 autres pays n'a guère de leçons d'avenir à recevoir de pays malthusiens<sup>41</sup> où la mort dépasse la vie et dont les populations sont en décroissance absolue<sup>42</sup>.

Il est temps de clore la bouche à ces propagandistes de l'idée de la décadence, non pas au nom d'un patriotisme économique, mais bien au nom de la vérité des faits. Que la France qui entraîne à elle seule la totalité de la croissance de la population européenne depuis plusieurs années ait envie de se faire entendre de l'Europe, quoi de plus naturel. Que ses habitants, plus jeunes, plus divers que les autres, refusent l'uniformisation issue de systèmes qui leur sont hostiles, quoi de plus sain et de plus naturel car la France « joue un rôle spécifique et nécessaire »<sup>43</sup> en Europe.

Le nier « c'est manifester une haine de soi nihiliste et, dans le même mouvement, vassaliser notre continent, préparer le triomphe du nouvel ordre moral si cher à toutes les oligarchies financières et à tous les cénacles néo conservateurs, américains ou européens... » affirme encore avec force, Eric Delbecq dans une analyse si réconfortante de la part d'un si brillant chercheur de 33 ans.

En revanche, il y a bien un absolu échec des constructions européennes depuis Maastricht et Amsterdam à mettre en place la « société de la connaissance » pourtant prévue par le protocole de Lisbonne. Sans contestation possible, le rapport

36. Jacques Marseille, *op. cit.*, 6 avril 2006.

37. Jacques Marseille, *Du bon usage de la guerre civile en France*, Perrin, Paris, 2006.

38. « Sexy Business ou comment rénover l'image de l'entrepreneur en France » Médias, Tribunes, Croissance Plus, 1<sup>er</sup> février 2006, [www.croissanceplus.com](http://www.croissanceplus.com). Frédéric Bedin est également spécialisé dans « le marketing de communautés ».

39. Sophie de Menthon, *op. cit.* 30 mars 2006.

40. Alain Devaquet, ministre délégué, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur du 20 mars 1986 au 8 décembre 1986. A la suite des manifestations contre son projet de loi, fut créée en 1987 la FIDL (Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne), premier syndicat lycéen.

41. *Faut-il s'inquiéter du déclin de la population européenne?* par Marcelo Wesfreid, *L'Express*, 11 juillet 2005.

42. « La France se distingue, avec l'Irlande, des autres pays européens par sa forte natalité, avec entre 780 000 et 805 000 naissances par an depuis 1998. En 2050, la population de la France aura augmenté contrairement à celle de l'Italie, de l'Espagne ou de l'Allemagne. Cette augmentation des naissances serait due à la politique familiale menée par la France depuis 60 ans, notamment les allocations familiales, le système d'allègement fiscal ainsi que la scolarisation des enfants à partir de trois ans, une mesure presque unique au monde. » sources INED, 26 juillet 2005. <http://www.ined.fr/population-enchiffres/france/index.html>.

43. Eric Delbecq : *op. cit.* page 9.

de Wim Kok<sup>44</sup>, malgré le désir de la Commission européenne de minimiser la portée de ce document, le confirme. « *En matière de R & D, on sait que la politique européenne a constamment balancé entre rhétorique de l'excellence et réalité du saupoudrage dans un contexte globalement marqué par la modicité des moyens et la lourdeur des procédures* »<sup>45</sup>.

D'ailleurs, l'Europe, de l'aveu même de la Commission vient tout juste de lancer une consultation sur les améliorations à apporter aux règles communautaires en matière d'aides d'Etat pour ce qui concerne les projets encourageant l'innovation<sup>46</sup>.

« *Au cours des dix dernières années, alors que l'Europe donnait l'impression d'avancer, avec le marché unique, l'euro, l'élargissement, etc., elle a, en fait, fait du surplace* ».<sup>47</sup>

Il est bien évident que le « volapük intégré »<sup>48</sup> qu'a fabriqué l'Europe, depuis quelque temps, trop longtemps même, sous la conduite d'un vieillard cacochyme qui depuis des années, croit et fait croire que toutes les mauvaises idées qu'il propose, le quinquennat fut l'une d'elles comme on le voit, sont signe de « modernité » alors qu'elles ne sont qu'une manière de détourner, avec la complicité de beaucoup, des vrais combats à mener comme celui de la formation ou de l'innovation au sens schumpétérien<sup>49</sup> du terme.

Dénoncer les insuffisances et les mauvais combats n'est pas nier la réalité, bien au contraire. L'on peut clairement dire que l'Europe et donc la France et ses entreprises se trouvent dans une véritable guerre économique qui a remplacé, pour le moment, les guerres qu'elles soient chaudes ou froides, depuis la fin de l'empire soviétique au début des années 90. Désormais, l'entreprise est bien au centre de l'antagonisme entre les puissances économiques et il n'est pas étonnant que le « *marketing warfare* » mis en lumière en France par François Le Roy à la suite des chercheurs américains Philip Kotler et de R. Singh<sup>50</sup> et d'Al Ries et Jack Trout<sup>51</sup> eux-mêmes dans la lignée de Clausewitz<sup>52</sup> et des stratèges de la guerre des siècles passés, soit à la pointe de la stratégie de la guerre économique. Comme le souligne Ludovic François « *l'entreprise est au coeur de luttes d'influence* » et un nombre croissant de grands groupes et de PME sont victimes « *d'agressions par l'information* » qu'on peut classer en deux catégories : « *des opérations de déstabilisation à des fins concurrentielles* » et des « *crises éthiques* »<sup>53</sup>.

Avec l'idée de la guerre économique est apparu le concept d'intelligence économique. Dès 1994, le président américain Bill Clinton lance une déclaration de guerre économique qui vise à asseoir la domination des entreprises américaines tant dans la conquête de nouveaux marchés que l'intégration et l'économie dans un marché globalisé dominé et appuyé par le contrôle de l'information.

« *Pour faciliter la conquête des marchés* » déclarait Marc Racine<sup>54</sup>, le Gouvernement américain « *a mis en réseau tous*

*les services de l'Etat susceptibles d'aider les entreprises grandes ou petites* ». C'est l'*Advocacy policy*, cette politique de défense qui a été mise en place dès 1993 autour de deux organismes : le *Trade Promotion Coordinating Committee*<sup>55</sup> et l'*Advocacy Center*<sup>56</sup>.

C'est en 1994 qu'Henri Martre, dans un rapport fondateur du Commissariat général au Plan sur « *l'intelligence économique et les stratégies d'entreprise* »<sup>57</sup> démontre l'intérêt de mettre en place une sorte de cellule de guerre pour défendre les

44. « *La stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi* » : rapport du groupe de haut niveau présidé par M. Wim Kok, 3 novembre 2004 ; [http://europa.eu.int/comm/lisbon\\_strategy/index\\_fr.html](http://europa.eu.int/comm/lisbon_strategy/index_fr.html)

45. Rapport du CAE de Philippe Aghion, Elie Cohen et Jean Pisani-Ferry, *op. cit.* 2006, page 82.

46. Conférence de presse de Madame Neelie Kroes, commissaire européen en charge de la concurrence, Bruxelles, 21 septembre 2005, réf IP/05/1169.

47. Elie Cohen in Le face-à-face des économistes Elie Cohen et Jean-Paul Fitoussi, « *Pourquoi l'Europe est-elle à la traîne des Etats-Unis ?* » propos recueillis par Sabine Delanglade *L'Express* du 2 mars 2006.

48. Le volapük est dans son sens originel une langue construite et inventée en 1879 par le Père Johann Martin Schleyer, prêtre autrichien (1831-1912). Le terme « volapük intégré » est repris par le Général de Gaulle, lors d'une très célèbre conférence de presse, le 15 mai 1962 pour fustiger les constructions européennes sans recours à la réalité historique et démocratique : « *Dante, Goethe, Chateaubriand appartiennent à toute l'Europe dans la mesure même où ils étaient respectivement et éminemment italien, allemand et français. Ils n'auraient pas beaucoup servi l'Europe s'ils avaient été des apatrides et s'ils avaient pensé, écrit, en quelque espéranto ou volapük intégré.* »

49. Joseph Schumpeter (1883-1950) distingue principalement cinq d'innovation : La fabrication d'un nouveau bien, l'introduction d'une nouvelle méthode de production, la réalisation d'une nouvelle organisation, l'ouverture d'un nouveau débouché, la conquête d'une nouvelle source de matière première ou d'un produit créé dans la catégorie des semis-sources.

50. Philip Kotler et R Singh « *Marketing warfare the 1980's* » ; *Journal of business strategy*, winter 1981, pages 30-41.

51. Al Ries et Jack Trout : « *Marketing warfare* », New York, Mc Graw Hill, 1986 et « *positioning : the battle for your mind* » New York, Mc Graw Hill, 1981 ; *Trout and partners consulting firm*.

52. Carl Philip Gottfried von Clausewitz (1780\_1831) « *Von Kriege* » ; *De la guerre* » traduction de Denise Naville, préface de Camille Rougeron et Pierre Naville, Paris, éditions de Minuit, 1955.

53. Ludovic François, ouvrage collectif : E. Carlier, E. Denece, C. Harbulot, F.B. Huyghe, J. Levy, D. Lucas, B. Marois, E. Pastor-Reiss J.- P. Piotet et C. Revel « *Business sous influence, Marchés financiers, ONG, marketers, Etat... qui manipule qui ?* » Editions d'organisation, Paris 2004.

54. Marc Racine, commissaire divisionnaire, premier vice-président de l'association Intelligence économique des auditeurs de l'IHEDN, membre du groupe de travail sur l'intelligence économique de l'IHESI, enseignant en sciences de gestion à l'université de Paris II Assas Panthéon et de l'université Jules Verne d'Amiens, in *Civique, le magazine du ministère de l'intérieur*, n° 120, août septembre 2002.

55. « *Trade Promotion Coordinating Committee* » (TPCC) Comité de coordination et de promotion du commerce (des échanges) placé sous l'autorité du secrétaire au commerce. Il regroupe 9 ministères et les organismes ou agences d'Etat, créé le 30 septembre 1993.

56. *The Advocacy center* qui a pour tâche de coordonner tous les organismes et centres d'informations du Gouvernement américain pour préparer le terrain « *in order to level the playing field* » pour favoriser les intérêts des entreprises américaines lorsqu'elles sont confrontées aux entreprises étrangères. Ce centre contribue également au développement de l'emploi des Américains : « *Mission statement : our mission is to coordinate U.S. Government resources and authority in order to level the playing field on behalf of U.S. business interests as they compete against foreign firms for specific international contracts or other U.S. export opportunities. In doing so, the Advocacy center helps create and retain U.S. jobs through exports* ». [Http://www.export.gov/advocacy/](http://www.export.gov/advocacy/)

57. Henri Martre, décédé en 2002, ancien président-directeur général de l'Aérospatiale, ce haut fonctionnaire était devenu conseiller du groupe Carlyle en 1998, faute d'avoir obtenu une écoute attentive des gouvernements français.

intérêts de l'économie et des entreprises françaises et donc européennes.

Et pourtant, « *L'histoire ne repasse pas les plats*<sup>58</sup> ». C'est par cette expression populaire que Bernard Carayon, rappelle que depuis le rapport Martre, la politique française, dans le domaine de l'intelligence économique, est faite « *d'efforts disparates et désordonnés et parfois de ratiocinations intellectuelles, de barbouzeries d'officines ou de verbiages anglo-saxons de consultants* ».

La première application du rapport de 2003, est la nomination d'un haut responsable chargé de l'intelligence économique en la personne d'Alain Juillet<sup>59</sup> dont la mission est de sensibiliser à la guerre économique les entreprises tout autant que les administrations. A sa nomination, il estimait qu'il faudrait au moins trois ans pour que l'Etat réussisse à remplir son contrat pour « *amener la majeure partie des entreprises françaises à utiliser l'intelligence économique en vue d'améliorer leurs compétitivités face à la concurrence mondiale*<sup>60</sup> ». La « veille attitude » pour emprunter l'expression de Jean Michel<sup>61</sup>.

## « **The accumulation of Knowledge** »

Pour mettre en place « la société de l'information », « la société de la connaissance », consacrer 3 % du PIB en dépenses de R & D, à l'horizon 2010 au lieu des 2,10 %, aujourd'hui<sup>62</sup>, il faut réaliser un effort considérable qui ne peut venir que d'une prise de conscience et d'une mobilisation de tous les acteurs économiques. Le Japon qui sort de dix ans de restructurations et les Etats-Unis « *qui est le pays le plus interventionniste quant il s'agit de protéger les intérêts de ses entreprises et quand il faut les accompagner sur les marchés mondiaux* » comme le souligne encore Bernard Carayon<sup>63</sup> sont partis devant l'Europe. Ils sont suivis par la Russie et la Chine voire l'Inde, au moins.

La saine réaction du Président de la Bibliothèque nationale<sup>64</sup>, même si elle se heurte à la fois au scepticisme méprisant des traditionnels « thuriféraires de la décadence » et à la difficulté de mettre en place toute action dans le cadre européen présent, est « un véritable plaidoyer pour un sursaut » concrétisé déjà par un accord francophone, le 28 février 2006.<sup>65</sup>

En effet, si l'on veut que les oeuvres de l'esprit retrouvent leur place, il faut qu'elles soient justement rémunérées ; là encore, le débat qui a lieu au Parlement sur l'application à la législation française de la directive « droits d'auteur » a montré la fragilité du respect que les parlementaires accordent au travail intellectuel, culturel, scientifique ou artistique. Sous des prétextes fallacieux et démagogiques d'« exception pour les Bibliothèques » ou pire, d'« exception pédagogique » soutenues sans se rendre compte des conséquences, aussi bien par la CPU<sup>66</sup> que par la CGE<sup>67</sup>, alliées des

partisans de la « licence globale » au nom de l'accès à tous à la culture qui rendent le pire service que l'on peut à la Recherche et à la Création. C'est la protection du droit d'Auteur, comme la législation française a su le conserver qui comme pour « l'exception culturelle » a permis, permet et permettra la vie et la revitalisation des œuvres de l'esprit. La magnifique réussite du cinéma français en est un exemple limpide.

Le travail de l'esprit qui a mis si longtemps à être considéré dans les sociétés paysannes et matérialistes européennes, risque à tout moment de sombrer car il ne peut en aucune façon être offert gratuitement.

Le développement de l'Innovation ne peut se faire que par le foisonnement, mais aussi la juste et convenable rémunération des idées et de leurs créateurs sous toutes leurs formes. Là encore, avec « les exceptions » les plus émouvantes possibles, c'est être sérieusement archaïque que de le nier ou volontairement conscient que cela favorise comme toujours les puissants établis ailleurs.

Un tiers des nouveaux produits lancés par *Procter et Gamble* est développé hors des murs de l'entreprise, dans le cadre de ce qu'Henry Chesbrough appelle l'*Open Innovation* du model « *Connect and Develop* », nouvelle appellation de R & D.<sup>68</sup>

La guerre économique, c'est aussi le renseignement et la veille, une stratégie d'anticipation et une vision proactive qui se fonde sur des réalités précises :

58. Expression populaire utilisée par le rapport de la mission parlementaire confiée le 2 janvier 2003 par le Premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin, à Bernard Carayon, député du Tarn, sur l'intelligence économique : introduction.

59. Nommé le 31 décembre 2003, Alain Juillet, ancien directeur du renseignement à la DGSE (Direction Générale de la Sécurité Extérieure) a, après avoir été officier parachutiste, dirigé de nombreuses entreprises. Il s'était, à cette occasion, fait une spécialité du redressement des entreprises en difficulté, mais aussi du développement international et de la gestion de crise : il a occupé des responsabilités de premier ordre à Suchard et Jacobs Suchard dont il a été président tout comme de *Marks and Spencer France* qu'il ferme en 2002.

60. Alain Juillet, entretien avec Nicolas Arpagian, *01 Informatique*, 18 juin 2004.

61. Jean Michel, conseiller du Directeur de l'ENPC (Ecole Nationale des Ponts et Chaussées) et qui a été président de l'AFAV (Association Française pour l'Analyse de Valeur).

62. Sources OCDE, 16 mars 2005

63. Bernard Carayon, « *La France est en retard en matière d'intelligence économique* », entretien avec Florence Santot, *Le Journal du Management*, 30 novembre 2005.

64. Jean-Noël Jeanneney : « *Quand Google défie l'Europe, Plaidoyer pour un sursaut* », *Le Monde*, 23-24 janvier 2005

65. Le 28 février 2006, les bibliothèques nationales de Belgique, du Canada, du Luxembourg, du Québec et de la Suisse ont décidé de mettre en place un réseau francophone des bibliothèques nationales.

66. CPU : Conférence des Présidents d'Université

67. CGE : Conférence des Grandes Ecoles

68. Cité par Larry Huston et Nabil Sakkab, « *Connect and Develop : Inside Procter & Gamble's New Model for Innovation* », *Harvard Business Review*, marth 1, 2006, 18 pages

19 des plus grandes entreprises des Etats-Unis ont moins de 40 ans alors que les 25 premières entreprises françaises ont plus de 40 ans.<sup>69</sup>

51 % des entreprises de haute technologie sont américaines du Nord, 28 % ont leur origine dans la zone Asie-Pacifique et 17 % sont européennes.<sup>70</sup>

« *La force des Etats-Unis aujourd'hui, c'est Dell, c'est Google, c'est E-bay, c'est Cisco... Ce n'est plus ni General Motors, ni Hewlett-Packard, La force de l'Angleterre, c'est Easyjet, Vodafone ou Virgin... Ce n'est plus ni Rover, ni British Airways* »<sup>71</sup> s'exclame avec fougue le jeune patron de « *The Phone house* », Geoffroy Roux de Bézieux qui préside aussi aux destinées du groupe d'entrepreneurs « *CroissancePlus* ». Sans partager totalement cet enthousiasme « *du passé, faisons table rase!* », il est évident que l'innovation au sens le plus large, préside à la création et au développement de ces fleurons de l'économie voire des NTIC comme elle se retrouve aussi dans de grands groupes comme Veolia, ancienne compagnie générale des eaux créée en 1853, avec ses 250 000 collaborateurs<sup>72</sup> ou chez Dassault Systèmes qui appartient à un groupe né après guerre.

Ce discours rappelle cependant que les PME, c'est-à-dire 98 % des entreprises et 60 % de l'emploi sur le continent européen peuvent être également l'un des vecteurs de l'innovation et du développement<sup>73</sup>, mais qu'il existe une véritable « *difficulté pour les start-up de trouver en France plusieurs grandes entreprises technophiles, c'est-à-dire clientes, pour se développer* »<sup>74</sup> hors d'un grand marché protégé.

Rappelons cette vérité des chiffres que les entreprises du CAC 40 ou les 101 plus grandes (celles de plus de 10 000 salariés) représentent 58 à 60 % des fonds investis en R & D, même si cela reste en part des profits et du chiffre d'affaires, notoirement et très largement insuffisant comme le souligne, Jean-Hervé Lorenzi, qui y voit avec raison, la véritable cause de la faiblesse française<sup>75</sup>.

Ce sont ces « *gazelles* »<sup>76</sup> qui doivent être encouragées.

C'est bien dans cet esprit que nous avons bâti le dossier sur **l'Intelligence économique et sa relation avec la stratégie de l'Innovation.**

La dizaine d'articles qui le composent tient compte de la diversité des problématiques sans jamais les épuiser: les « *informations terrain* » et le problèmes de management inter-culturel que nous plaçons résolument dans le cadre de l'intelligence économique, la compétition pour développer ce que certains appellent la rente technologique, les adaptations des organisations y compris les PME aux technologies et à la lutte « *intelligente* » constituent un ensemble cohérent où s'allient expériences et réflexion conceptuelle avec Internet au cœur.

Selon une pratique maintenant éprouvée, nous achevons ce numéro par un article « *hors-dossier* » qui est une très origi-

nale et excellente leçon à mettre en application en comptabilité en s'inspirant de Delaporte.

Décidément la gestion nous rappelle avec justesse ses liens avec la science historique!

Cette masse d'information est là aussi pour nous rappeler qu'une étude récente nous informe que si l'âge moyen des prix Nobel et des plus grands inventeurs a augmenté « *d'environ six ans au XX<sup>e</sup> siècle* »<sup>77</sup>, alors que celui des exploits sportifs ne bouge pas, c'est comme le constate son auteur, le professeur Benjamin Jones de la Kellogg School of Management<sup>78</sup>, **parce que l'acquisition des connaissances préalables à toute découverte originale pèse plus lourd aujourd'hui...**

Comme Benjamin Jones, Pierre Tabatoni enseigne à la Northwestern University (Kellogg). Qu'il me soit donc permis de les associer, en rendant hommage à celui qui fut l'un de nos fondateurs et qui vient de nous quitter, en citant cette formule lapidaire qu'il affectionnait et qui peut constituer à la fois le résumé et l'introduction de ce numéro: « **L'innovation n'est pas une discipline universitaire ni un thème fréquent de doctorat. Elle est pourtant une des sources majeures de l'évolution de nos sociétés de technologie, de concurrence et de communication** »<sup>79</sup>.

Que cette lecture soit pour vous, « **The accumulation of Knowledge** »!

69. cité par Yves de Kerdrel, « *PME, comment entrer dans le club des grandes* », Le Figaro, 1<sup>er</sup> novembre 2005.

70. Enquête McKinsey, citée par C. Chevalier, « *High-tech: les recettes des stars européennes* »; *Les Echos*, 24 octobre 2005.

71. Discours de Geoffroy Roux de Bézieux au déjeuner de *CroissancePlus* avec Nicolas Sarkozy, le 14 octobre 2005.

72. *L'innovation chez Veolia, leader mondial des services à l'environnement*; Les Mardis de l'Innovation au CNAM, 11 avril 2006.

73. Source: *Promouvoir l'innovation et encourager la participation des PME (1998-2002)*; Décision 1999/172/CE du Conseil, du 25 janvier 1999, arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine « *Promotion de l'innovation et encouragement de la participation des PME* » (1998-2002) [Journal officiel L64 du 12.03.1999].

74. Laurent Kott, Délégué général au transfert technologique à l'INRIA, propos recueillis par Fabrice Deblock, JDN Solutions, juin 2005.

75. Jean-Hervé Lorenzi, Professeur des Universités en économie à l'université de Paris IX Dauphine, membre du Conseil d'Analyse Economique, Conseiller du directoire de la Compagnie financière Edmond de Rothschild, « *Quelles mesures les entreprises du CAC 40 pourraient-elles mettre en œuvre pour encourager l'innovation et l'esprit d'entreprendre en France?* », conférence lors des « *petit-déjeuners du Cercle de Coach'Invest* », Paris, 3 mai 2006.

76. Terme utilisé depuis quelque temps, par les économistes pour désigner les grosses PME (250 à 500 salariés) qui souvent nées de grandes entreprises, peuvent entraîner le développement économique grâce à un fort potentiel technologique fondé sur la R & D.

77. Benjamin F. Jones « *Age and Great Invention* » Northwestern University, April 2005, page 17.

78. Benjamin F. Jones « *Age and Great Invention* » Northwestern University, April 2005, page 24: « *In a simple optimisation framework, the accumulation of Knowledge – a rising distance to the frontier – can explain increased educational attainment* »... « **Certainly, great innovation is less the provenance of the young** ».

79. Pierre Tabatoni: « *Innovation, désordres, progrès* » *Economica*, 236 pages, Paris 2005. (voir également dans ce numéro, page12, l'hommage à Pierre Tabatoni).